

TERMES DE REFERENCE POUR CONSULTANTS OU PRESTATAIRES INDIVIDUELS

Titre: Coordination et Harmonisation des activités de Protection Sociale sensible aux Enfants	Durée de la consultation : 8 mois
Type de Contrat: <input checked="" type="checkbox"/> Consultant <input type="checkbox"/> Contractant individuel à plein temps <input type="checkbox"/> Contractant individuel à temps partiel	Catégorie: <input checked="" type="checkbox"/> Nationale <input type="checkbox"/> Internationale
Affectation: <input checked="" type="checkbox"/> A domicile <input type="checkbox"/> Au bureau	Section: Social Policy

1. CONTEXTE (Brève description)

Au cours des dix dernières années, Haïti a été frappée par de multiples tremblements de terre et ouragans, ainsi qu'une série de sécheresses, une distribution irrégulière des précipitations et des inondations. Tout ceci en faisant face au choléra, à la diphtérie, au paludisme, à l'insécurité alimentaire, à une crise migratoire et à des problèmes de protection récurrents. La pauvreté et l'insécurité alimentaire vont probablement augmenter avec les ménages vulnérables confrontés à une réduction des revenus et du pouvoir d'achat en raison du manque d'opportunités de travail formel et informel, de l'inflation, de la diminution transferts de fonds qui a perturbé les moyens de subsistance de nombreux Haïtiens. L'absence d'un régime de protection sociale inclusif peut contribuer à la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire dans tout le pays dans un contexte où seuls des filets de sécurité limités existent. Les projections faites dans le cadre du Plan mondial d'intervention humanitaire pour le COVID-19 indiquent qu'une proportion importante des 3 millions de personnes sont déjà confrontées à des conditions de crise (Phase 3 de la classification intégrée de la sécurité alimentaire [IPC]) en Haïti devraient passer à l'urgence (IPC Phase 4).

L'UNICEF accompagne le Gouvernement dans la formulation et la mise en œuvre de la PNPPS avec un focus sur l'approche droits humains, l'équité et le genre à travers notamment le renforçant le lien de programmation entre l'humanitaire et le développement à travers une stratégie de résilience par le ciblage des interventions basé sur une analyse des risques et des vulnérabilités ; une programmation intégrée visant la réduction des vulnérabilités et le renforcement de la résilience, l'appui à l'opérationnalisation des programmes de transferts sociaux axés sur l'enfant et le développement des outils pour la mise en œuvre de la PNPPS.

En réponse à ces différents défis, l'UNICEF s'est engagé avec d'autres agences du Système des Nations Unies pour lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité des enfants dans le département de la Grand'Anse par une protection sociale adaptée aux enfants, à travers un projet multisectoriel. Au-delà du renforcement de la solvabilité des familles pour un meilleur accès aux services sociaux de base, le projet vise à s'attaquer aux goulots d'étranglement liés à la demande afin d'améliorer la réalisation des droits de l'enfant grâce à un paquet d'accompagnement en nutrition, eau-hygiène-assainissement, santé et protection de l'enfant.

Le projet vise : (i) l'appui au renforcement du système de protection sociale avec d'autres partenaires ; (ii) l'appui à la définition d'une méthode et des outils de ciblage des bénéficiaires et à l'opérationnalisation du registre national des bénéficiaires de la protection sociale ; (iv) l'appui au secrétariat permanent pour la coordination sectorielle ainsi que la mobilisation des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la PNPPS, le suivi des transferts, le monitoring et le partage des bonnes pratiques. Dans ce contexte, le Bureau de pays du Burkina Faso est à la recherche d'un spécialiste de la protection sociale (AT) qui soutiendra l'engagement de l'UNICEF à coordonner les activités de projet de protection sociale à l'enfant dans la Grand'Anse, à assurer le lien avec les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, et à coordonner avec la réponse humanitaire, particulièrement les projets de transfert monétaires mis en œuvre par des programmes de l'UNICEF et autres membres du Cash Working Group.

2. BUT DE LA CONSULTANCE

Sous la Supervision du chef de la section Social Policy , le consultant spécialiste de la protection sociale et transferts monétaires est chargé de coordonner et d'harmoniser les activités de protection sociale sensible aux enfants, de fournir un appui et une assistance technique sur les initiatives de transferts monétaires à toutes les étapes de la

programmation de la protection sociale et du plaidoyer, et en lien avec le contexte du pays et du concept du nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) . Il s'agit notamment de programmes de développement et/ou de réponse humanitaire visant à améliorer a) la mise en œuvre de la PNPPS visant à réduire la pauvreté et la vulnérabilité des enfants ; b) la couverture de la protection sociale et son impact sur les enfants ; et c) la transparence, l'adéquation, l'équité et l'efficacité des investissements consacrés à la protection sociale des enfants ainsi que les liens et le soutien aux équipes travaillant sur l'éducation, la survie de l'enfant, la protection de l'enfant et la communication.

3. OBJECTIFS CIBLES

Appuyer la mise en œuvre des initiatives de transfert monétaire sensible aux enfants, ainsi que toutes les autres initiatives connexes.

- Participer activement aux différents fora et plateformes de discussion sur les thématiques relatives à la protection sociale au niveau national et au-delà ;
- Développer un lien stratégique avec les programmes nationaux des filets sociaux, en liant les transferts monétaires aux résultats de développement tels que l'amélioration de la scolarisation, la violence contre les enfants, la vaccination, la couverture médicale, la nutrition et le développement du jeune enfant (cash plus) ;
- Avec l'appui de la section Planification et suivi-évaluation, collecter, analyser, désagréger et communiquer régulièrement des données de base sur la protection sociale (couverture, impact, exclusion, etc.), et les implications pour les différents programmes de l'UNICEF

Coordination des interventions de transfert monétaire dans la réponse humanitaire

- Avec l'appui de la section Urgences, actualiser régulièrement l'analyse des risques, avec des mesures de mitigation ;
- En collaboration avec les autres membres de l'équipe, développer un plan de contingence, avec les différents scénarii, identifier les différents déclencheurs pour décider de l'adaptation des projets au contexte, en cas de besoin.
- Assurer une coordination avec les acteurs humanitaires, particulièrement le Cash Working Group, pour une coordination et harmonisation des interventions
- Assurer une coordination de la réponse de Transfert monétaire au sein de l'UNICEF Haiti, en coordonnant avec les autres sections.

Renforcer les partenariats stratégiques autour de la protection sociale sensible à l'enfant.

- Faciliter le dialogue avec les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection et de Promotion sociales et contribuer à améliorer les mécanismes de coordination de la protection sociale avec les autres acteurs sectoriels au sein du Bureau de l'UNICEF;
- En collaboration avec les composantes de programme, faire le suivi du programme de coopération afin d'assurer la transmission en temps voulu de l'information, à des fins de planification et de gestion.
- En collaboration avec l'équipe PM&E et les autres acteurs, élaborer les outils de travail, y compris le ciblage, les outils de monitoring post distribution, les modules de formation, etc.

4. Protection des Enfants

Ce rôle implique-t'il un contact direct avec les enfants?

OUI NON. Si OUI, veuillez cocher tout ce qui est applicable:

Rôle de contact direct OUI NON.

Si oui, veuillez indiquer le nombre d'heures / mois de contact interpersonnel direct avec des enfants ou de travail dans leur proximité physique immédiate, avec une supervision limitée par un membre du personnel plus expérimenté:

Le consultant fera des missions de suivi sur le terrain pour suivre la mise en œuvre des activités de transferts monétaires aux familles bénéficiaires et évaluer à quel degré les dispositifs en place sont sensibles au bien-être des enfants

Rôle dans la saisie de données sur les enfants OUI NON.

Si oui, veuillez indiquer le nombre d'heures / de mois de gestion ou de transmission d'informations personnelles à caractère d'identification d'enfants (nom, carte d'identité nationale, données de localisation, photos):

Le consultant devra s'assurer que les familles identifiées reçoivent bien les transferts qui les sont destinés ainsi que

leurs utilisations. Ceci implique nécessairement la tenue d'une base de données par l'ONG partenaires que le consultant devrait consulter afin de confronter à ses propres évaluations.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les FAQs et les mises à jour disponible sur le "[SharePoint:Child Safeguarding](#)" et [Child Safeguarding FAQs and Updates](#) .

5. TACHES ASSIGNEES

(Les dates de remise des livrables/produits et les détails sur la façon dont le travail doit être soumis (par exemple la soumission sous forme électronique, copie papier, les logiciels qui devront être utilisés, etc) ainsi que **les indicateurs de performance pour évaluer les résultats** (par exemple la valeur des services rendus par rapport à leurs coûts, etc).

Activités Clés	Méthodologie Attendue	Outils/Données à fournir	Produits Finaux/Livrables	Délais Prévus
Ciblage	Système d'information du MAST	Suivi de l'application de l'indice national de la pauvreté et de la vulnérabilité du MAST	5000 ménages supplémentaires de Grand'Anse sont enregistrés et/ou mis à jour au sein de SIMAST (le système d'information du MAST)	M1
Développer un ensemble d'outils de transfert d'argent exploitant les évaluations de marché, les modalités de transfert, les évaluations des risques, les mécanismes de plainte	Compilation de la documentation disponible, analyse et synthèse	Documentation partagée par le CWG, le rapport de l'évaluation de la modalité cash transfert au Bureau de l'UNICEF, etc.	Proposition de la documentation sur cash transfert a l'usage des sections du Bureau	M2
Suivi du transfert	Mission de monitoring et échanges avec les bénéficiaires et le partenaire de mise en œuvre	Document de partenariat avec le partenaire de mise en œuvre, rapports du partenaire, etc.	Transfert social en espèces inconditionnel à usages multiples disponible pour les plus vulnérables avec au moins 40 % de ménages dirigés par des femmes	M3-M8

6. QUALIFICATIONS NECESSAIRES (Y COMPRIS CONNAISSANCES SPECIALISEES)

L'évaluation et la sélection seront fondées sur les connaissances, les compétences et les habiletés requises suivantes :

- Diplôme universitaire (diplôme de Maîtrise) en sciences sociales, économie, sciences politiques, relations internationales ou disciplines connexes.
- Bonne connaissance du contexte haïtien, avec une bonne expérience de terrain
- La bonne maîtrise du français et de l'anglais (écrit et oral) est requise. La connaissance des langues locales est un atout.
- Expérience de travailler avec le gouvernement et les Organisations de la société civile
- Avoir une expérience de travailler avec les acteurs humanitaires.

7. EXPERIENCES PROFESSIONNELLES REQUISES

- Au moins 5 années d'expérience avérée dans la conduite d'analyses de situation liées aux problématique similaires
- Minimum cinq ans d'expérience progressivement dans la conception, la coordination, la mise en œuvre, la gestion et le suivi des programmes de protection sociale et de transferts monétaires ;
- Posséder une solide connaissance/expérience des approches en protection sociale basées sur l'équité

8. CONDITIONS DE TRAVAIL (incluant les facilités à fournir par le bureau i.e. ordinateur, espace de travail, autres équipements, etc...)

Le consultant utilisera son propre matériel de travail (Laptop, téléphone, etc.). Toutefois, selon le besoin, un espace de travail sera mis à sa disposition, dans les locaux de l'UNICEF.

Il/elle devra se soumettre aux règlements de l'UNICEF en matière de sécurité.

Les honoraires seront payés à la soumission des livrables et sur présentation d'une facture certifiée par le superviseur. Le paiement final est sujet à une évaluation de performance satisfaisante.

9. TITRE DU SUPERVISEUR DIRECT

Chief Social Policy

10. TERMES DU CONTRAT/COUTS ESTIMATIFS

Le/la consultant (e) est tenu(e) de soumettre dans le cadre de son application :

- Une proposition financière **tout-inclus** en gourdes (Honoraires et frais connexes, frais de communication et internet) sur la base des TDRs
- Un CV et formulaire P11 (en annexe) à jour
- Une copie scannée du diplôme
- Les coordonnées (nom, téléphone et email) des trois derniers superviseurs pour la vérification des références, y compris le superviseur actuel si possible.


11. VOYAGE RENTRANT DANS LE CADRE DU CONTRAT (si nécessaire)

Le Consultant devra effectuer au moins une mission d'une semaine tous les 2 mois dans la Grand'Anse aux fins de monitoring

Approbation du Représentant Adjoint ou du Représentant Adjoint Operations : _____

Date : _____

Approbation du Représentant (s'il s'agit de sélection directe ou si la consultance n'est pas incluse dans le plan annuel)



Raoul de Torcy, OIC

Date : 6 Aug 2021